

Le Zimbabwe sur la voie du redressement économique

Zimbabwe. Note d'**Henri de Villeneuve*** pour CAPafrique, janvier 2010

Des années de violences et de mauvaise gestion ont mis à mal l'économie zimbabwéenne. La réforme agraire à marche forcée, voulue par le président Mugabe, a achevé de fragiliser le pays. Pourtant, pour la première fois depuis dix ans, l'optimisme est permis. Des décisions courageuses ont été prises : un accord de partage du pouvoir a été signé ; la monnaie nationale a été écartée et des devises étrangères introduites, stoppant net l'hyperinflation ; la libéralisation des prix a sonné la fin des pénuries... Certes, des inquiétudes et des doutes demeurent. L'embellie est encore fragile et étroitement liée à la situation politique. Difficile donc de faire des pronostics, mais le Zimbabwe, ancien grenier à blé de l'Afrique australe, a les moyens de devenir un acteur de premier plan sur le continent.

1 Constat : un potentiel toujours solide en dépit du chaos économique de ces dernières années

La presse internationale ne laisse que peu de place à l'optimisme au Zimbabwe. Sans minimiser les difficultés traversées depuis la mise en œuvre de la réforme agraire et son accélération, à la fin des années quatre-vingt-dix, plusieurs éléments permettent aujourd'hui d'affirmer que l'économie zimbabwéenne est sur la voie du redressement.

1.1 Évolution du contexte politique

Accord de partage du pouvoir. Réélu pour cinq années supplémentaires à la tête de son parti, en décembre 2009, le président Robert Mugabe ne semble pas décidé à passer la main. La Zanu-PF est toutefois très divisée et cela explique en partie sa défaite aux élections générales de mars 2008. Aux affaires depuis près de trente ans, le chef de l'Etat doit aujourd'hui composer avec le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) de Morgan Tsvangirai. La cohabitation ne va pas sans heurts, mais l'accord de partage du pouvoir a permis – de l'aveu même de Robert Mugabe – de ramener un semblant de paix et de stabilité au Zimbabwe.

Les crispations au sein de la Zanu-PF sont le fait d'individus certes puissants, mais restreint en nombre. La difficulté est qu'ils ont tout à perdre en cas de sortie de crise ; parmi eux, le gouverneur de la Banque centrale, Gideon Gono, ainsi que l'*attorney general*, Johannes Tomana. Une nouvelle génération est toutefois en train de se faire une place à la tête de la Zanu-PF et la cohabitation avec l'aile la plus dure du parti s'annonce malaisée. Difficile, enfin, de connaître les intentions de Robert Mugabe, aujourd'hui âgé de 85 ans. Mais s'il paraît toujours très attaché à sa réforme agraire, dont l'échec est pourtant patent, il ne saurait être comparé à un Idi Amin Dada.

Les clivages ethniques, qui ont longtemps marqué l'histoire du pays, ne sont pas un facteur d'explication des tensions politiques actuelles. Le risque d'un retour en arrière est donc moindre.

L'Afrique du Sud. Même si son action s'inscrit dans le cadre de la SADEC, la Communauté de développement d'Afrique australe, Pretoria joue un rôle essentiel au Zimbabwe et l'arrivée au pouvoir de Jacob Zuma pourrait changer la donne. Réputé moins accommodant que son prédécesseur, Thabo Mbeki, le nouveau président sud-africain prend peu de gants avec les dirigeants de la Zanu-PF. Pour l'Afrique du Sud, l'enjeu est de taille : la stabilisation du Zimbabwe lui permettrait de conforter sa place sur l'échiquier régional, tout en lui fournissant un allié de poids. Ses autres voisins sont, d'une manière générale, de taille trop modeste pour vraiment peser dans la balance ; quant à l'Angola, elle est davantage tournée vers l'Afrique centrale. Seul le Zimbabwe peut donc aider à renforcer l'attractivité de l'Afrique australe.

1.2 Des facteurs de succès, en dépit de contraintes majeures

En dépit des difficultés de ces dernières années, le Zimbabwe – ou du moins Harare – dispose d'une forte concentration de talents individuels, et ce grâce à un niveau d'éducation exceptionnel. Il existe également une **importante classe d'entrepreneurs** dont les effectifs pourraient être renforcés, en cas de reprise économique, par le retour d'une partie des immigrés. Beaucoup d'entre eux sont installés en Afrique du Sud où leurs compétences sont largement reconnues.

Le Zimbabwe possède des **atouts** (ressources minières, terres agricoles, industries de transformation, services...) dont le potentiel a certes été affaibli par les politiques menées au cours de la dernière décennie, mais dont la faculté de rebond paraît encore intacte.

Le Zimbabwe doit toutefois composer avec deux contraintes majeures.

La première est **géographique** puisque le Zimbabwe est un pays enclavé. Mais des investissements ont déjà été réalisés(ou sont en cours de réalisation) pour améliorer les connexions avec l'Afrique du Sud et le Mozambique.

Dans le cas d'une reprise forte, le second défi sera **énergétique**. Faute d'infrastructures suffisantes, le Zimbabwe devra augmenter ses importations d'électricité, en attendant la mise en place de ressources propres à partir, notamment, de l'exploitation du charbon.

2 La situation économique actuelle : des décisions courageuses pour sortir de la crise

Même si la vie quotidienne reste difficile, les Zimbabweens reprennent espoir. Selon une enquête de l'ONG américaine Freedom House, les trois quarts d'entre eux estiment que la situation s'est améliorée depuis 2008. Un chiffre résume cette embellie : celui de l'inflation. Elle ne devrait pas dépasser 4% en 2009, contre 231 millions pour cent moins d'un an auparavant.

2.1 La dollarisation de l'économie

L'abandon du dollar zimbabwéen au profit du dollar américain et du rand sud-africain explique cette soudaine amélioration de la conjoncture économique. Cette décision a permis un rétablissement, partiel mais exceptionnel par son ampleur, des échanges dans la capitale. Les magasins sont à nouveau approvisionnés ; les montants déposés dans les banques ont également augmenté, même si la durée des dépôts demeure extrêmement courte. Un retour au dollar zimbabwéen n'est pas envisageable avant 2012, selon le gouvernement, et cela devrait rassurer les opérateurs économiques.

Dans la partie méridionale du Zimbabwe, les échanges ont été dopés par l'afflux de rands sud-africains. Il s'agit soit de devises envoyées par les 3 millions de personnes qui se sont expatriées en Afrique du Sud, soit des recettes générées, à l'export, par le secteur minier.

L'économie fonctionne quasi exclusivement en « *cash* » et les dépenses sont pour l'instant tournées vers les biens de consommation plutôt que vers l'appareil productif. L'économie ne pourra repartir qu'avec l'aide de ces capitaux étrangers privés qui attendent encore une clarification politique significative.

2.2 Des prévisions optimistes

Le gouvernement d'union nationale a présenté, en décembre 2009, son projet de budget pour l'année 2010. Après dix années de récession, et alors que le montant des arriérés de l'Etat reste très élevé (1,2 milliards \$ sur le plan multilatéral ; 2,3 milliards \$ dans un cadre bilatéral), l'optimisme est de rigueur. Le ministre des Finances, Tendai Biti (issu du MDC), affirme que le taux de croissance devrait atteindre les 7% cette année.

Cette embellie économique dépendra, bien sûr, de l'évolution de la situation politique. Mais même le Fonds Monétaire International, traditionnellement prudent, estime, que la croissance devrait s'établir autour de 6% en 2010¹. Le FMI a d'ailleurs décidé de reprendre son assistance technique ciblée, interrompue depuis des années.

2.3 Agriculture : un secteur sinistré

S'il y a une exception zimbabwéenne, elle est agricole. Peu de pays de la région possèdent une telle quantité et une telle variété de cultures et de terres arables, à l'exception de l'Afrique du sud et de l'Angola. Le Zimbabwe, ancien « grenier à blé » de l'Afrique australe, a les moyens d'exporter tout en assurant son autosuffisance alimentaire.

¹ Le FMI affirme que depuis l'arrivée au pouvoir de Robert Mugabe, le PIB du Zimbabwe s'est contracté de plus de 40 %.

Plusieurs éléments doivent toutefois être pris en compte :

- Il n'y a **pas de retour en arrière possible**. Bon nombre des fermes qui ont été saisies sont certes condamnées à la faillite, faute d'avoir été correctement gérées. Mais les Zimbabwéens n'accepteront pas de redevenir de simples salariés, sans possibilité d'accéder à la propriété.
- Il faut trouver un moyen d'**indemniser**, sous une forme ou sous une autre, **les fermiers blancs** expropriés. Sans cela, aucun investisseur n'acceptera de s'engager au Zimbabwe.
- Il faut mettre à profit l'expérience et l'attachement de beaucoup de ces fermiers blancs. Certains sont prêts à se réinvestir dans le pays, dans un cadre encore à définir.
- Il faut **investir massivement** dans ce secteur mis à mal par des années de mauvaise gestion, mais capable de retenir « à la campagne » une importante partie de la population, limitant d'autant l'exode rural.

2.4 Réinvestir dans l'appareil productif

L'appareil productif du Zimbabwe est aujourd'hui largement sous-utilisé. Si les fondements économiques paraissent encore – et paradoxalement – solides, le pays a besoin d'investissements importants en matière d'infrastructures. *A contrario*, pour les investisseurs qui anticiperaient la reprise économique, le coût de rachat d'actifs existants peut se révéler très attractif.

Un certain nombre de dispositifs actuellement à l'étude font l'objet de déclarations imprécises, voire contradictoires. Ainsi, une loi d'indigénisation devrait définir la place des Zimbabwéens dans le capital des sociétés étrangères. Cela ne veut pas dire, à mon sens, que toute société devra être majoritairement détenue par des investisseurs nationaux. Le dispositif se rapprochera plutôt de ce que fait l'Afrique du Sud en la matière (*Black Economic Empowerment*). La question de la propriété des terres nécessite également d'être éclaircie : aucun doute ne peut perdurer en matière de sécurité foncière si l'on veut attirer les investisseurs étrangers.

Si la reprise est confirmée, le secteur minier sera clairement une priorité. L'étendue et la variété des richesses du Zimbabwe en font, au même titre que le Congo-Kinshasa, un véritable scandale géologique. Un code minier est à l'étude, mais les opérateurs sud-africains sont déjà à pied d'œuvre.

±

Faute de liens historiques avec la Rhodésie d'hier, faute aussi de ressources énergétiques suffisamment attractives (pétrole et gaz), la France n'est que faiblement présente au Zimbabwe. Les investisseurs hexagonaux, traditionnellement frileux au sud du Sahara, boudent ce pays pourtant prometteur et restent sagement abrités derrière la communauté internationale, en attendant que la situation se normalise. Mais à ce moment-là, les places seront déjà prises. ■

* **Henri de Villeneuve**, entrepreneur, dirige Cobasa, un fonds d'investissement basé à Johannesburg.